

La position ambiguë de Tony Blair sur l'euro jugée « intenable » pour les investisseurs étrangers

Une note confidentielle déclenche une tempête à Londres

Le gouvernement britannique est embarrassé par la publication dans la presse de deux rapports avertissant du désastre qui menacerait l'in-

dustrie britannique si Londres continuait à se tenir à l'écart de l'euro. « *Quiconque sera identifié comme ayant communiqué quoi que ce soit sera*

limogé », a déclaré, mardi 5 juillet, un porte-parole du premier ministre, Tony Blair, réagissant à la tempête politique qui secoue Londres.

LONDRES

de notre correspondant

La fuite vers la presse anglaise d'une note confidentielle avertissant le pouvoir britannique que sa politique d'*« ambiguïté constructive »* vis-à-vis de la monnaie unique devenait *« intenable »* pour les investisseurs étrangers, a déclenché une véritable tempête politique à Londres. Rédigée par Andrew Fraser, le haut fonctionnaire qui dirige l'agence gouvernementale pour attirer les investissements étrangers au pays, cette note, qui a été reproduite, lundi 3 juillet, par tous les journaux évoque carrément le risque d'une véritable *« dissolution »* des industries manufacturières nationales si la livre sterling devait continuer de s'affermir vis-à-vis de l'euro.

Après la désengagement de BMW dans Rover, la réduction des activités chez Ford et les fermes avertissements lancés la semaine dernière par Nissan quant à la révision de ses projets de développement en Grande-Bretagne si celle-ci n'entrait pas rapidement dans la monnaie unique, le gouvernement *« doit s'attendre à d'autres fermetures spectaculaires »*, écrit M. Fraser. Sans reprendre les chiffres périodiquement cités par les syndicats, selon les-

quels plus de 250 000 emplois auraient déjà été perdus dans l'industrie manufacturière depuis le lancement de l'euro, le haut fonctionnaire avertit le pouvoir qu'il *« ne peut plus échapper au choix essentiel qui se pose : ou bien l'on continue de donner l'impression que nous ignorons un sentiment grandissant de crise et que nous en sommes revenus à la tactique du "wait and see" [en vigueur du temps du gouvernement conservateur de John Major], ou bien nous commençons à argumenter publiquement en faveur d'une plus grande convergence (avec l'économie des onze pays de la zone euro) et d'un meilleur taux de change, tout en nous engageant plus fermement en faveur d'une entrée dans la monnaie unique dès que les conditions économiques seront appropriées »*.

EN ATTENDANT LES LÉGISLATIVES

La tactique de Tony Blair, dont bien peu doutent qu'il soit en faveur d'une entrée rapide dans la monnaie unique, a toujours été, jusqu'ici, de ne pas livrer bataille sur l'euro avant les élections législatives de l'an 2001. Le premier ministre l'a dit : il est *« persuadé »* qu'il pourra renverser le sentiment aujourd'hui majoritairement (71 %) opposé à l'euro de ses concitoyens, le mo-

ment venu, avant le référendum promis sur la question pour 2002 ou 2003. Trop loin et trop dangereux, laisse entendre la note confidentielle, qui préconise que le pouvoir *« affronte de face »* la presse largement europhobe du pays et commence au moins à présenter la future adhésion comme *« essentielle »* à l'avenir du royaume. Mais le mot, pour l'instant, est tabou et aucun ministre ne peut s'écarter publiquement de la position ambiguë du *« patron »* sur la question tant que les élections n'auront pas eu lieu.

Jugé *« hystérique »* par les conservateurs qui ont déjà décidé de faire de la *« sauvegarde de la livre sterling »* leur cheval de bataille favori aux élections, le memorandum de M. Fraser fait également état des *« sérieux problèmes de profitabilité »* éprouvés par certains grands industriels étrangers du pays, *« notamment japonais »*, et évoque la crainte de voir s'envoler de précieux investisseurs dans les technologies de pointe et de communication. Une autre note confidentielle, rédigée par l'ambassade britannique à Tokyo et faisant état des difficultés éprouvées par les investisseurs japonais à confirmer leurs investissements au Royaume-Uni, a égale-

ment trouvé son chemin vers la *« une »* des principaux journaux mardi.

L'allemand Robert Bosch, l'américain Caterpillar, Siemens, Toyota, Samsung, Sony et bien d'autres ont d'ores et déjà fait savoir au *Financial Times* qu'ils ne pourraient pas rester longtemps en Grande-Bretagne si celle-ci ne se décidait pas à entrer dans la monnaie unique. Pour l'heure et sachant que les décisions d'implantation ou de développement par les grands groupes multinationaux sont prises trois à cinq ans avant leur concrétisation, la Grande Bretagne demeure la championne européenne incontestée des investissements étrangers (240 milliards de livres en 1999 contre 179 milliards en France). Les chiffres qui devaient être publiés, mercredi, par le ministère concerné ne devaient pas susciter encore trop d'inquiétude. Mais attention, notait en mai une étude réalisée par les consultants financiers Ernst and Young, la part de marché du royaume baisse puisqu'elle est passée de 28 % du total mondial des capitaux internationaux investis en 1998, à 24 % en 1999. A bon entendre...

Patrice Claude

Jacques Chirac consensuel devant le Parlement de Strasbourg

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Jacques Chirac avait décidé d'être consensuel. En présentant les objectifs de la présidence française de l'Union, mardi 4 juillet, devant les députés européens réunis à Strasbourg, le président de la République a donc d'abord évoqué la victoire devant laquelle tous les Européens s'inclinent : celle des Bleus à l'Euro 2000 de football. Puis, il a pris soin de gommer les mots qui peuvent fâcher à la fois certains pays membres et... son partenaire français dans la cohabitation, Lionel Jospin.

Dans son discours, élaboré de concert avec Matignon, M. Chirac a évité de reparler de *« constitution européenne »*, comme il l'avait fait le 27 juin devant le Parlement allemand à Berlin, puisque M. Jospin n'a cessé de montrer, au mieux son scepticisme, au pire son désaccord sur l'utilisation de ce concept. Le président s'est simplement contenté de redire qu'il *« faudra bien que l'on sache de façon précise qui fait quoi, sinon, ça ne marchera pas. Il faut se préparer à dire clairement ce que fait l'Europe, ce que font chacune des nations qui la composent et ce que font, au sein de ces nations les collectivités territoriales. »*

Les plus fédéralistes comme François Bayrou ont regretté ce qu'ils considèrent comme un *« recul »* lié aux nécessités de la cohabitation. Mais Jacques Chirac, qui, en juillet 1995, sur fond de polémique sur la reprise des essais nucléaires, avait dû faire face à un chahut des écologistes et des socialistes lors de sa première visite au Parlement européen comme chef d'état, y a cette fois-ci reçu un accueil chaleureux.

« UN VÉRITABLE CAMÉLÉON ! »

Adoptant une tactique affinée par trente-cinq ans de combats électoraux, M. Chirac a pris soin de répondre à chacun des groupes parlementaires en intégrant leur point de vue. Aux conservateurs, il a redit son souci de mener à bien les réformes institutionnelles. Aux socialistes, il a reparlé de l'agenda social. Devant les communistes, il a mis en garde contre les dangers d'une mondialisation non maîtrisée, fait sienne la crainte d'une *« mise en cause sérieuse de l'écosystème mondial »* qui inquiète justement les Verts et rassuré tout le monde sur les *« coopérations renforcées »*. « C'est un véritable caméléon ! » s'est exclamé le député Vert européen Daniel Cohn-Bendit.

Pour finir, seuls les souverainistes et l'extrême droite, deux petits groupes comprenant essentiellement des Français, n'ont pas succombé au discours du président. Charles Pasqua, président de l'Union de l'Europe des nations, était ainsi venu tout exprès pour dénoncer la conversion de Jacques Chirac au fédéralisme et son projet de constitution européenne qui rendrait *« ipso facto caduques toutes les constitutions nationales »*. Le président, qui prend bien soin de ne pas envenimer ses relations avec un Pasqua qui menace d'être candidat à la présidentielle contre lui, a seulement répondu en souriant : *« Georges Pompidou avait l'habitude de dire : une fédération, c'est une confédération qui a réussi. Je demande amicalement à Charles Pasqua d'y réfléchir. »* M. Chirac s'est seulement offert le plaisir de moucher Charles de Gaulle, petit-fils du général de Gaulle, député européen d'extrême droite qui l'accusait d'*« abaisser la France à un niveau médiocre »*. « Il y a un seul droit que je ne vous reconnais pas, a rétorqué M. Chirac, c'est celui de parler au nom du général. »

Raphaëlle Bacqué

Français et Allemands envisagent en commun l'avenir de l'Europe

DANS LES COULISSES, alors que les relations franco-allemandes paraissaient au point mort, le Centre d'analyse et de prévision (CAP) du Quai d'Orsay et le Planungstab du ministère allemand des affaires étrangères travaillaient à un texte commun sur l'avenir de l'Europe. La mission leur avait été confiée par les deux ministres, Hubert Védrine et Joscha Fischer, lors d'une de leurs premières rencontres, en novembre 1998. Les diplomates des deux administrations, qui sont chargés de réfléchir à la situation internationale en dehors des contraintes de la politique quotidienne, devaient répondre à la question : « *Comment une Europe à trente Etats membres pourra-t-elle fonctionner ?* » Ils ont mené à bien leur mission entre la fin de la présidence allemande de l'Union européenne (premier semestre 1999) et la présidence française, qui a commencé le 1^{er} juillet.

Le résultat est un texte d'une centaine de pages, en français et en allemand, divisé en quatre parties (la politique extérieure et de sécurité commune, les frontières de l'Europe, le rôle de la France et de l'Allemagne, les institutions), qui a fait l'objet de discussions avec les ministres au cours de séminaires officieux ou des rencontres franco-allemandes officielles. Ce texte ne contient aucune proposition révolutionnaire. Mais, au-delà de son mérite principal d'être un travail commun, il ouvre des pistes de réflexion sur l'organisation et le fonctionnement de l'Europe élargie et souligne le processus de ré-

flexion qui a abouti, sur ce sujet, à quelques prises de position publiques de responsables politiques des deux pays.

Certaines idées se retrouvent dans le discours que le ministre allemand des affaires étrangères a prononcé le 12 mai à l'université Humboldt de Berlin et qui a relancé le débat sur la « finalité » de l'Europe. Par exemple, la double nature de l'Union européenne, comme Union d'Etats et Union de citoyens. Cette double nature entraîne, selon les auteurs du rapport, des conséquences institutionnelles pour renforcer la légitimité démocratique de la construction européenne : double représentation des Etats au sein d'un Conseil des Etats où chaque Etat membre aurait le même nombre de voix quelque soit sa taille ; représentation des citoyens par un Parlement élu au suffrage universel.

DOUBLE CASQUETTE

Sur d'autres points, les auteurs du rapport, dont la fonction n'est pas d'illustrer les points de vue officiels, se démarquent des positions défendues au cours des derniers mois aussi bien en France qu'en Allemagne. Ils insistent ainsi sur le rôle irremplaçable de la Commission comme acteur indépendant des Etats, qui cherche à formuler l'intérêt commun de l'Europe. Ils proposent de renforcer son caractère collégial en confiant le soin de nommer les commissaires à son président, qui serait élu au suffrage universel ou choisi dans la majorité du Parlement européen.

Les pouvoirs de la Commission

devraient également être accrus dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité commune (PESC), qui aujourd'hui lui échappe largement. Le haut-représentant pour la PESC, qui dépend actuellement du Conseil, devrait être en même temps le vice-président de la Commission. Selon les auteurs du rapport, cette double casquette permettrait d'améliorer la coordination et la cohérence de la représentation extérieure de l'Union et d'éviter les doubles emplois, ce que la nomination d'un M. PESC au mois d'octobre 1999 n'a pas, à elle seule, permis. Au-delà des problèmes institutionnels, les membres de l'Union, et d'abord la France et l'Allemagne, sont invités à harmoniser leurs politiques étrangères sur le fond, à se concerter avant d'annoncer des décisions. Cette harmonisation pourrait un jour déboucher sur un siège européen au Conseil de sécurité des Nations unies.

Dans une Europe à trente membres ou plus, le CAP et le Planungstab misent sur la flexibilité pour assurer l'efficacité de l'Union. Cependant, les coopérations renforcées, dans lesquelles la France et l'Allemagne devraient être systématiquement présentes, comme Jacques Chirac l'a souligné au Bundestag, doivent être une incitation pour l'ensemble des Etats à aller de l'avant, non un substitut à des politiques communes. De même, les auteurs sont réservés sur l'idée d'une « avant-garde » qui doit rester une solution de transition et de dernier recours pour le cas où la flexibilité ne fonctionnerait pas.

D'autres exemples pourraient être cités qui montreraient comment les premiers destinataires de ces travaux - les deux ministres des affaires étrangères - les ont jusqu'à maintenant utilisés... ou ignorés. Mais rien ne leur interdit d'y puiser à nouveau.

Daniel Vernet